Avant-propos

Francis Messner

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1568>

DOI : 10.4000/rdr.1568

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 2 décembre 2021

Pagination : 5-6

ISBN : 979-10-344-0097-3

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Francis Messner, « Avant-propos », *Revue du droit des religions* [En ligne], 12 | 2021, mis en ligne le 02 décembre 2021, consulté le 26 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1568> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1568>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Avant-propos

En publiant ce dossier juridique avec un accent interdisciplinaire sur les animaux en religion, la *Revue du droit des religions* participe utilement à éclairer des débats qui mobilisent des universitaires, des autorités religieuses et des militants de la cause animale. En bref, elle répond à une demande sociale qui dépasse les frontières de l'Hexagone.

Le coordonnateur du dossier pouvait difficilement ne pas inclure une présentation de textes fondateurs des religions monothéistes. Si le discours de l'Ancien Testament sur les animaux, mal connu de nos contemporains, est souvent perçu comme culturellement décalé et parfois même dangereux pour la société, son interprétation par les exégètes permet de faire abstraction de certains préjugés et de mettre en lumière de nouvelles perspectives alors que le Nouveau Testament met fin au sacrifice des animaux.

Dans le monde musulman, cette dimension sacrificielle existe toujours. Elle est articulée à une obligation de se nourrir de la chair de victimes d'une mort instituée. Elle instaure ainsi un système symbolique sans lequel aucun régime alimentaire ne serait viable, selon l'auteur de la contribution concernée. L'article sur le véganisme et l'antispécisme, souvent présentés comme de nouvelles formes de religiosité, prend le contrepied de cette position en insistant sur le caractère politique et non symbolique de cette démarche tout en renvoyant ses détracteurs à leur militantisme qui serait lui-même empreint de religiosité.

À la différence des doctrines des religions monothéistes longtemps marquées par une quasi-obligation scripturaire pour l'homme de dominer le monde, le droit de l'Union européenne insiste sur le bien-être animal et la sécurité des produits alimentaires. L'Union européenne a ainsi adopté des mesures encadrant l'abattage des animaux d'élevage tout en protégeant également d'autres catégories d'animaux risquant de subir des maltraitements.

L'abattage rituel fait désormais l'objet d'un encadrement renforcé et doit répondre à des normes élevées en matière de protection des animaux. Si le droit français fait sans conteste une place au bien-être animal aux fins de limiter leurs souffrances, l'abattage rituel relève néanmoins d'une réglementation plus protectrice de la liberté de religion que de la souffrance animale. En réaction, des juristes de plus en plus nombreux plaident en faveur de la reconnaissance de droits subjectifs aux animaux. En Belgique, la protection des animaux a été renforcée par le droit fédéral qui distingue les animaux doués de sensibilité des choses. Mais le bien-être des animaux relève des législateurs régionaux qui sont tenus de trouver un équilibre entre les garanties de liberté de religion et d'autonomie des cultes et la protection des animaux, tout en préservant l'égalité de traitement des cultes.

Le premier des *varia* qui succèdent à ce dossier aborde fort pertinemment la question controversée des abus sexuels dans l'Église catholique par le biais d'une présentation des travaux d'une commission indépendante (CIASE) qui a procédé à une vaste enquête au sein des archives ecclésiales et des archives pénales contemporaines. L'analyse de ces documents montre notamment que certaines spécificités sont propres au monde clérical. Si cette hypothèse se vérifie, d'aucuns ne manqueront pas d'évoquer le caractère systémique des abus sexuels dans l'Église.

Les deux contributions suivantes évoquent la religion en prison, en analysant d'abord la « laïcité pénitentiaire », considérée comme plus bienveillante que celle en vigueur dans d'autres services publics, tout en soulignant que le contentieux administratif lié à l'exercice de la religion en prison renvoie désormais à un « religieux carcéral » de plus en plus conflictuel. Nous est proposée ensuite une investigation sur l'« invention » de la peine de prison par les canonistes médiévaux. Celle-ci serait liée à la doctrine théologique du libre arbitre qui induit responsabilité et prise de conscience du condamné, mais également possibilité d'une réinsertion.

La chronique de jurisprudence s'intéresse aux menus de substitution dans les cantines scolaires, services publics conçus comme des annexes de l'institution scolaire où le principe de laïcité trouve un terrain d'application particulier.

Des notes de lecture recensant des ouvrages récents traitant des liens entre droit et religion concluent ce nouveau numéro.

Francis MESSNER